Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 42 (1962)
Heft: 2: L'homme, demain

Artikel: La jeunesse européenne face à ses responsabilités
Autor: Fontaine, François
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887557

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

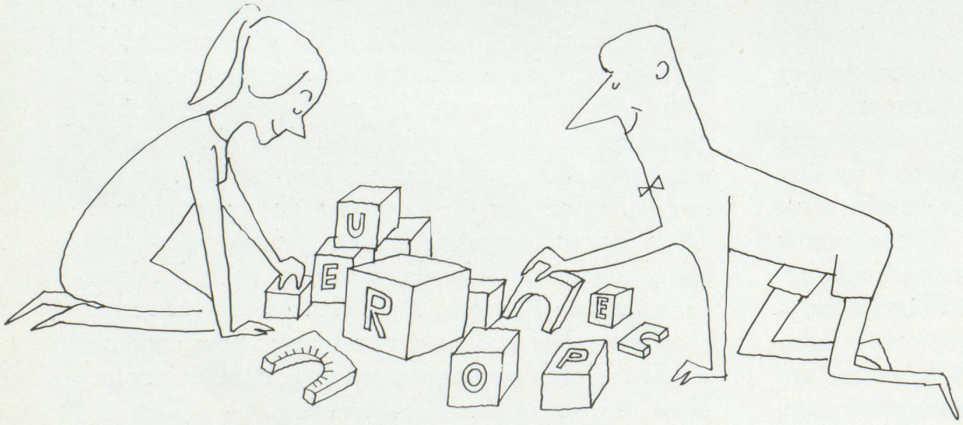
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La jeunesse européenne face à ses responsabilités

par François Fontaine,
Directeur du Bureau d'Information des Communautés Européennes



Que pense la jeunesse européenne du destin communautaire que lui lègue une génération de bâtisseurs qui n'ont pas eu le temps, ou qui n'ont pas su achever leur entreprise ? Et d'abord pourquoi se pose-t-il un problème de succession, alors qu'une évolution historique continue, comme celle de la construction européenne, intéresse solidairement les hommes de tous âges ? Les pères ne sont pas si pressés de s'en décharger sur les fils et aucun événement ne justifie un brusque transfert des responsabilités. Pourtant on a bien l'impression d'arriver au terme d'une époque, celle de la remise en ordre du monde d'après-guerre. Il appartenait aux témoins, auteurs et victimes involontaires de gigantesques ruines, de les relever et de chercher le moyen d'éviter le retour de telles catastrophes. Cela devait bien prendre quinze

Conrad Adenauer, Jean Monnet, Robert Schuman : une génération d'Européens.

années pendant lesquelles des peuples entiers ont vécu dans la hantise d'un recommencement. Quand ils ont entendu en 1950 qu'on les appelait à s'unir, ils ont été bouleversés. Les uns ont dit : c'est trop tôt, notre rancune ne peut pas s'éteindre si vite. D'autres, les plus nombreux, ont choisi la réconciliation. Six pays ont convenu d'un pacte d'oubli et se sont liés dans une organisation commune.

Mais cet oubli est une fiction car rien n'efface les souvenirs d'horreur enregistrés à l'âge d'homme. Pour la génération qui a en mains les destinées de l'Europe actuellement, la volonté d'oublier se confond avec la volonté de ne plus revoir certaines choses. C'est un état actif, une incitation permanente à créer un monde neuf. Ceux qui n'ont vu la guerre universelle qu'au cinéma, en revanche, ou ceux qui n'en ont gardé que des images enfantines, en détestent le principe plus que la réalité. Ils ne possèdent pas le réflexe conditionné des animaux qui ont l'expérience du mal. Cette différence dans la formation des adultes de 18 à 35 ans d'une part, et de 35 à 60 ans d'autre part devrait avoir des conséquences visibles dans les attitudes respectives de ces deux groupes à l'égard de l'avenir politique de l'occident, et de l'Europe en particulier.

Or, les sociologues découvrent avec étonnement, à l'occasion d'enquêtes auxquelles ils se livrent actuellement, que les opinions varient assez peu selon l'âge. A 1 p. 100 près, les jeunes Français qui avaient de 3 à 17 ans en 1945, et leurs aînés se retrouvent pour souhaiter que l'Europe unie serve à « assurer la paix», et« rapprocher les peuples». Ce sont d'ailleurs les aspirations dominantes. Assez curieusement une des différences notables entre les deux groupes d'âge porte sur l'espoir que l'Europe sera un facteur de bien-être individuel : mais ce sont, contrairement à toute attente, les plus jeunes qui semblent les moins intéressés par cette perspective. Pense-t-on que le goût de la puissance (être forts, réaliser de grandes choses, former un 3e bloc) anime nos successeurs? C'est une faible préoccupation dans l'ensemble, de même que « le sens de l'histoire », qui n'éveille aucun écho. Mais là encore, la jeune génération ne fait preuve d'aucune originalité : elle colle de très près à sa devancière.

D'autres résultats confirment cette identification : les « pour » et les « contre » l'unité européenne ne varient que de 1 p. 100 selon les classes d'âge, les premiers atteignant la proportion, assez consi-

L'École européenne de Bruxelles.

dérable en matière d'opinion publique, des trois quarts, et les autres restant au-dessous de 10 p. 100. Une majorité de plus du tiers voit cette réalisation dans un avenir proche : cette évaluation de l'avenir est la même quel que soit l'âge. Faut-il en conclure que les jeunes ont l'impatience de la jeunesse, et leurs aînés l'impatience de ceux qui ont trop attendu ? Il semblerait plutôt qu'il faille chercher des raisons plus générales à cette homogénéité des attitudes de la population française.

Elle n'est pas conforme à notre attente, et l'on se demande s'il faut attacher quelque importance à nos prémices. Le fait d'arriver à l'âge mur en ayant connu une Europe divisée, après avoir été nourri aux doctrines nationalistes, et s'être installé dans un cadre traditionnel devrait dicter un comportement pour le moins très différent de celui de la génération récente qui n'a connu qu'un monde en complète transformation, tourné vers l'internationalisme, voué aux grands espaces. On pourrait imaginer que les pères aient suivi des itinéraires intellectuels et affectifs variables selon que leur fidélité au passé l'emportait non sur leur lassitude d'une histoire tristement répétée : cette classe d'âge aurait pu se

diviser en nationalistes et en européens farouches, avec un fort parti de désabusés. Les fils, eux, s'ils avaient suivi leur voie propre, se seraient normalement attachés à une entreprise d'unification pleine de promesses, de progrès et de puissance, sans se préoccuper de la sentimentalité des anciens combattants.

En réalité, les Français de 1962 semblent former une seule et même génération sans âge (et des observations parallèles montrent qu'il en est de même en Allemagne). Faut-il renoncer pour cela à déceler quelques attitudes spécifiques de la jeunesse en face du problème européen ? Le fait qu'elle coïncide, cas pour cas, avec la mentalité adulte dénote un conformisme remarquable. Certaines enquêtes ont montré qu'elle était européenne par raison plus que par sentiment. Il y a là un phénomène sur lequel nous devons réfléchir car il en découle que la responsabilité de la génération qui a imaginé l'Europe reste entière. Elle seule a eu, et a gardé l'élan révolutionnaire qui a permis et permet encore le processus dynamique des Communautés.

Il serait imprudent de puiser du réconfort dans l'assurance qu'elle est fidèlement relayée par les nouveaux arrivants. Car il ne suffit pas de souhaiter, même avec de bonnes raisons, que l'Europe continue à se construire. Il faut, comme pour édifier et achever une cathédrale, un certain degré d'initiation à la méthode des bâtisseurs, et la transmission d'un feu sacré.

Aujourd'hui, nous avons seulement la certitude que la jeunesse est définitivement purgée des tentations du repliement. Une récente enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique révèle qu'entre 16 et 24 ans, 15 p. 100 seulement des jeunes Français croient que les grands problèmes de notre époque peuvent être mieux résolus dans le cadre national, 47 p. 100 préfèrent le cadre international (proportion qui monte jusqu'à 72 % chez les étudiants). On apprend également que 60 p. 100 sont favorables au Marché commun (82 % pour les étudiants). Mais ces chiffres ne nous donnent aucun renseignement sur la nature de l'attachement que les jeunes portent à une entreprise qui fait partie pour eux du système d'évidences, dans lequel ils ont grandi. Qu'ils « collent » de si près à l'opinion de leurs aînés témoignerait plutôt qu'ils se considèrent comme des héritiers, prêts à administrer le domaine européen déjà constitué. De cette confiance naïve on peut tirer la conclusion que l'Europe est en effet une réalité irréversible. Mais quelle Europe ? Cela, les sondages ne le disent pas, et au moment où s'ouvre un grand débat à travers le monde sur les limites géographiques, la structure politique de cette nouvelle entité, c'est encore aux « pères fondateurs » de faire œuvre inventive. La jeunesse, qui a pour elle la force du nombre, et qui devrait avoir celle de l'imagination créatrice, ne nous donne aucune directive.

François FONTAINE

A l'École européenne de Luxembourg.